

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1951 No. 18

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister
van Buitenlandse Zaken

A. TITEL

*Anvullend Verdrag bij het internationale Verdrag van 23 November
1933 betreffende het goederenvervoer per spoorweg (C.I.M.);
Bern, 13 Mei 1950*

B. TEKST

**CONVENTION INTERNATIONALE SIGNÉE À ROME LE
23 NOVEMBRE 1933 ET CONCERNANT LE TRANSPORT
DES MARCHANDISES PAR CHEMINS DE FER (CIM)**

**Conférence de révision extraordinaire réunie
du 8 au 13 mai 1950 à Berne**

L'Autriche, la Belgique, le Danemark, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Liechtenstein, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie et la Yougoslavie ¹⁾, considérant:

que le Règlement international concernant le transport des wagons de particuliers — RIP — (Annexe VII à la CIM) nécessite une révision rapide;

que de développement considérable du trafic international par containers milite en faveur d'une réglementation internationale destinée à faciliter ce trafic, dans laquelle seraient précisés, par priorité, le régime juridique de ces transports et, éventuellement, dans le cadre

¹⁾ Les Etats suivants: Bulgarie, Espagne, Finlande, Pologne, Portugal, Roumanie n'ont pas participé aux délibérations concernant l'élaboration de la présente Convention additionnelle.

de la CIM, les conditions techniques indispensables pour la circulation internationale des containers:

ont décidé, le 13 mai 1950, à la suite des délibérations de la Conférence de révision extraordinaire réunie du 8 au 13 mai 1950 à Berne, de conclure une

Convention additionnelle

Les Délégations à cette Conférence étaient ainsi constituées:

Autriche:

Dr G. Brüll, Conseiller aulique au Ministère fédéral des Communications et des Entreprises étatisées

Belgique:

M. J. Truyen, Directeur au Ministère des Communications

M. H. Rongvaux, Chef de Bureau au Ministère des Communications

M. Antoine, Directeur à la S. N. C. B.

M. Schoeters, Docteur en droit, S. N. C. B.

M. E. Champenois, Premier Secrétaire à la Légation de Belgique à Berne

Danemark:

M. J. F. Th. Jensen, Chef de section au Ministère des Travaux publics

France:

M. R. Parateau, Contrôleur général des Transports au Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme

M. G. Berlia, Professeur des Facultés de Droit

M. E. Mermet, Ingénieur en Chef au Service commercial de la S. N. C. F.

M. P. Durand, Inspecteur général au Service du Contentieux de la S. N. C. F.

Grèce:

M. A. Embiricos-Coumoundouros, Attaché culturel près la Légation de Grèce en Suisse

Hongrie:

M. A. Vermesy, Directeur-adjoint au Ministère des Communications et des Postes

M. Z. Matyassy, Secrétaire au Ministère des Communications et des Postes

Italie:

Dr N. Laloni, Professeur, Chef du Service commercial et du trafic des Chemins de fer de l'Etat au Ministère des Transports

Dr Branca, Inspecteur en chef du Service commercial et du trafic des Chemins de fer de l'Etat au Ministère des Transports

Dr G. Santoni Rugiu, Inspecteur en chef du Service commercial et du trafic des Chemins de fer de l'Etat au Ministère des Transports

M. A. Morganti, avocat, Inspecteur en chef de l'Inspectorat général M. C. T. C. au Ministère des Transports

M. A. Weiller, avocat, délégué de l'Union italienne des Chambres de commerce à Rome

Liechtenstein:

(Représenté par la Suisse)

Luxembourg:

M. A. Clemang, Commissaire du Gouvernement

Norvège:

M. O. Heier, Directeur-adjoint à la Direction générale des Chemins de fer de l'Etat, Service commercial

Pays-Bas:

M. K. Vonk, Directeur au Ministère des Transports et du Waterstaat

M. H. E. Scheffer, Conseiller juridique au Ministère des Transports et du Waterstaat

Dr J. H. van der Meulen, Inspecteur en chef, Chef du Contentieux de la Nederlandsche Spoorwegen

Suède:

M. O. Stenberg, Inspecteur principal, Adjoint au Directeur de l'Administration royale des Chemins de fer de l'Etat

M. G. de Sydow, Conseiller à la Cour d'appel

M. G. Holvid, Inspecteur principal, Adjoint au Directeur de l'Administration royale des Chemins de fer de l'Etat

M. S. Nilsson, Inspecteur principal à l'Administration royale des Chemins de fer de l'Etat

M. S. Kamph, Directeur du Bureau des Industries

Suisse:

M. Ph. Zutter, Ministre plénipotentiaire et Chef de la Division des organisations internationales du Département politique fédéral

M. J. Wick, Chef du Service des tarifs et du trafic de l'Office fédéral des transports

M. J. Fahm, Chef de la Division du contentieux des CFF

M. H. Dirlwanger, Chef du service commercial des marchandises des CFF

M. H. Herold, Secrétaire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, à Zurich

M. D. Grandjean, Attaché de Légation au Département politique fédéral

Tchécoslovaquie:

S. E. M. A. Tauber, Ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie en Suisse

Dr J. Hessler, Conseiller ministériel au Ministère des communications

M. O. Charvat, Directeur administratif à la Direction générale des Chemins de fer

Turquie:

M. G. Güran, Directeur général des Chemins de fer d'Etat

M. H. Germeyanligil, Vice-Président du Service commercial et des Recettes

Yougoslavie:

M. J. Zajc, Conseiller au Ministère des Chemins de fer

Ont assisté aux délibérations de la conférence à titre d'observateurs:

Zones Occidentales d'Allemagne:

M. C. Dibben

Experts: Dr E. Frohne, professeur, Dr O. Conrad, M. W. Göller, M. W. Hootz, Dr O. Maier, Dr G. Tiebert, Dr Verbeek

Royaume-Uni:

Brigadier A. E. M. Walter, Chef du Service international des transports intérieurs du Ministère des Transports

M. M. Beevor, Conseiller juridique, Secrétaire en chef de la Commission britannique des Transports

M. R. H. Hacker, Chef (continental) de l'Administration des Chemins de fer

M. L. H. K. Neil, Directeur du Trafic continental des régions de l'est et du nord-est des chemins de fer britanniques

M. H. L. Smedley, Conseiller juridique à l'Administration des Chemins de fer

M. E. Harding, Membre du Service juridique de la Commission britannique des Transports

Division des Transports de la Commission Économique pour l'Europe:

M. L. Kopelmanas, Conseiller juridique

Institut International pour l'unification du droit privé:

M. G. de Sydow, Secrétaire général adjoint

Union Internationale des Chemins de fer:

M. J. Tuja, Secrétaire général

Comité International des Transports:

Dr J. Fahm, Chef de la Division du contentieux des CFF

Chambre de commerce Internationale:

M. L. Charvet, Délégué général de la Chambre syndicale de la Sidérurgie française

M. M. Bellard, Chef du Service des Transports de la Chambre syndicale de la Sidérurgie française

M. U. Sieber, Président de l'Association suisse des propriétaires d'embranchements particuliers et de wagons spéciaux

M. Ch. Hostettler, Directeur de Shelle (Suisse)

M. E. Naegell, Fondé de pouvoirs de la Maison Danzas & Cie

M. l'Huillier, Consultant permanent de la C. C. I. auprès de l'Office européen des Nations Unies

M. Prodromides, Conseiller juridique du Comité central des Assureurs maritimes de France

M. Zurcher, Délégué permanent en Suisse du Bureau international des Containers

Fédération Internationale des associations des Transporteurs et assimilés:

M. P. Dumont, Secrétaire général

Les Délégations des Etats contractants susmentionnés ont arrêté ce qui suit:

Convention additionnelle du 13 mai 1950
à la convention internationale du 23 novembre 1933
concernant le transport des marchandises par chemins de fer (CIM)

I

1° L'article 60 de la CIM est complété comme suit:

§ 4. — Il est institué, en vue d'adapter aux besoins le Règlement international concernant le transport des *wagons de particuliers* (Annexe VII), une Commission d'experts, dont l'organisation et le fonctionnement font l'objet d'un statut qui forme l'Annexe X de la présente Convention. Les décisions de cette commission sont communiquées immédiatement aux Gouvernements des Etats participants par l'intermédiaire de l'Office central. Elles sont tenues pour acceptées à moins que, dans le délai de trois mois, calculé dès le jour de la notification, le tiers au moins des Gouvernements des Etats contractants n'aient formulé des objections. Ces décisions entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui dans lequel l'Office central a porté leur acceptation à la connaissance des Gouvernements des Etats contractants. L'Office central désigne ce jour lors de la communication des décisions.

§ 5. — En vue d'élaborer et d'adapter aux besoins le Règlement international concernant le transport des *containers* (Annexe IX), il est institué une Commission d'experts, dont l'organisation et le fonctionnement font l'objet d'un statut qui forme l'Annexe X de la présente Convention. Les décisions de cette commission sont communiquées immédiatement aux Gouvernements des Etats participants par l'intermédiaire de l'Office central. Elles sont tenues pour acceptées à moins que, dans le délai de trois mois, calculé dès le jour de la notification, un tiers au moins des Gouvernements des Etats contractants n'aient formulé des objections. Ces décisions entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui dans lequel l'Office central a porté leur acceptation à la connaissance des Gouvernements des Etats contractants. L'Office central désigne ce jour lors de la communication des décisions.

2° Une Annexe X portant *Statut* relatif

- a) à la Commission d'experts pour les wagons de particuliers,
- b) à la Commission d'experts pour les containers

est incorporée à la CIM.

Elle a la teneur suivante:

Annexe X (Art. 60)

**Statut relatif aux Commissions d'experts de l'Annexe VII
(wagons de particuliers) et de l'Annexe IX (containers)**

Article premier

Tous les Etats contractants peuvent prendre part aux travaux des commissions d'experts. Un Etat peut se faire représenter par un autre Etat; toutefois, un Etat ne peut pas représenter plus de deux autres Etats.

Article 2

Les Gouvernements des Etats contractants communiquent leurs vœux et leurs propositions motivés concernant les Annexes VII et IX à l'Office central des transports internationaux par chemins de fer qui les porte immédiatement à la connaissance des autres Etats contractants. Chaque fois que la nécessité s'en fait sentir, ou sur demande d'un tiers des Etats contractants, l'Office central invite les commissions à siéger. Tous les Etats contractants sont avisés des séances des commissions deux mois à l'avance. L'avis doit indiquer exactement les questions à l'ordre du jour.

Article 3

Les commissions sont valablement constituées lorsqu'un tiers des Etats contractants sont représentés.

Article 4

Les commissions désignent pour chaque session le président et le vice-président.

Article 5

Les décisions des commissions sont prises à la majorité des voix des Etats représentés. En cas d'égalité, la proposition est considérée comme rejetée.

Article 6

Chaque Etat supporte les frais de ses représentants.

Article 7

L'Office central assume le service du Secrétariat et des correspondances des commissions.

Article 8

Le Directeur ou, à son défaut, le Vice-directeur de l'Office central assiste aux séances des commissions avec voix consultative.

Article 9

En accord avec la majorité des Etats contractants, l'Office central invite à assister, avec voix consultative, aux séances des commissions, des représentants

- a) d'Etats non contractants,
- b) sous condition de réciprocité, d'organisations internationales gouvernementales ayant compétence en matière de transport,
- c) sous condition de réciprocité, d'organisations internationales non gouvernementales s'occupant de transport.

II

Le titre actuel de l'Annexe VI est modifié comme suit:

„Statut relatif à la Commission d'experts de l'Annexe I”

III

Au moment de la mise en vigueur du Règlement international concernant le transport des containers (Annexe IX), qui sera élaboré par la Commission d'experts à instituer conformément aux dispositions du 1° du Chapitre I ci-dessus, les modifications suivantes seront apportées au texte de l'article 61 de la CIM:

- 1) Cet article est complété comme suit:
„§ 3. Pour le transport des containers, les dispositions de l'Annexe IX doivent être appliquées.”
- 2) Les §§ 3 et 4 actuels deviennent §§ 4 et 5.
- 3) Le chiffre 5° du § 3 actuel est supprimé.
- 4) Le chiffre 6° du § 3 actuel devient chiffre 5°.

IV

La présente Convention additionnelle aura mêmes valeur et durée que la CIM du 23 novembre 1933. Elle demeure ouverte jusqu'au 31 août 1950 à la signature et, après cette date, à l'adhésion des Etats qui participent à la CIM.

La présente Convention additionnelle, qui sera soumise à ratification, entrera en vigueur entre les Etats qui l'auront ratifiée, le 1er jour du deuxième mois qui suivra celui dans lequel le Gouvernement fédéral suisse, constatant la possibilité pratique de mise en vigueur, aura notifié aux Gouvernements intéressés le dépôt des ratifications.

Le Gouvernement fédéral suisse se chargera de recueillir et de notifier les adhésions et les ratifications.

En foi de quoi, le présent Acte a été signé par les Plénipotentiaires désignés ci-après, munis de leurs pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme.

Fait à Berne, le treize mai mil neuf cent cinquante, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les Archives de la Confédération Suisse et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Parties.

pour l'Autriche:

Dr G. BRÜLL

pour la Belgique:

S. Exc. M. LE VICOMTE DE LANTSHEERE

pour la Bulgarie:

pour le Danemark:

S. Exc. M. HANS JAKOB HANSEN

pour l'Espagne:

M. F. DE REPARAZ

pour la Finlande:

S. Exc. M. REINHOLD SVENTO

pour la France:

M. R. PARATEAU

pour la Grèce:

S. Exc. M. PHILON PHILON

pour la Hongrie:

pour l'Italie:

Dr N. LALONI

pour le Liechtenstein:

S. Exc. M. PH. ZUTTER

pour le Luxembourg:

M. A. CLEMANG

pour la Norvège:

M. O. HEIER

pour les Pays-Bas:

M. K. VONK

pour la Pologne:

pour le Portugal:

pour la Roumanie:

pour la Suède:

M. O. STENBERG

pour la Suisse:

S. Exc. M. PH. ZUTTER

pour la Tchécoslovaquie:

pour la Turquie:

M. G. GÜRAN

pour la Yougoslavie:

S. Exc. M. ZIVOTA DJERMANIVIC

C. VERTALING

**INTERNATIONAAL VERDRAG, ONDERTEKEND TE ROME
OP 23 NOVEMBER 1933, BETREFFENDE HET GOEDEREN-
VERVOER PER SPOORWEG (C.I.M.)**

**Buitengewone herzieningsconferentie, gehouden te Bern,
van 8 tot 13 Mei 1950**

Oostenrijk, België, Denemarken, Frankrijk, Griekenland, Hongarije, Italië, Liechtenstein, Luxemburg, Noorwegen, Nederland, Zweden, Zwitserland, Tsjecho-Slowakije, Turkije en Joegoslavië, ¹⁾

Overwegende:

dat het noodzakelijk is het reglement voor het vervoer van particuliere wagens — R.I.P. — (bijlage VII van de C.I.M.) op korte termijn te herzien;

dat de sterke ontwikkeling van het internationaal vervoer met laadkisten pleit voor een internationale regeling, ten einde dit vervoer gemakkelijker te maken, in welke regeling in de eerste plaats behoren te worden bepaald de rechtsregels, welke dit vervoer zullen beheersen, en, eventueel, binnen het raam van de C.I.M., de noodzakelijke eisen van technische aard voor het internationaal verkeer van de laadkisten;

hebben op 13 Mei 1950, aan het slot van de besprekingen, op de van 8 tot 13 Mei 1950 te Bern bijeengekomen buitengewone herzieningsconferentie, besloten een aanvullend Verdrag te sluiten.

De delegaties ter conferentie waren als volgt samengesteld:

(volgen de namen van de gedelegeerden)

De delegaties van de hierbovengenoemde contracterende Staten hebben het volgende vastgesteld:

**Aanvullend Verdrag van 13 Mei 1950 bij het internationale Verdrag
van 23 November 1933 betreffende het goederenvervoer per spoorweg
(C.I.M.)**

I

1°. Artikel 60 van de C.I.M. wordt aangevuld als volgt:

§ 4. Om het internationaal reglement voor het vervoer van particuliere wagens (bijlage VII) aan te passen aan de behoeften, wordt

¹⁾ De volgende Staten hebben niet deelgenomen aan de beraadslagingen over het opstellen van dit aanvullend verdrag: Bulgarije, Spanje, Finland, Polen, Portugal en Roemenië.

een commissie van deskundigen ingesteld, waarvan de samenstelling en de werkwijze worden neergelegd in een reglement, dat bijlage X van dit verdrag vormt. De besluiten van deze commissie worden onmiddellijk medegedeeld aan de Regeringen van de verdragsluitende Staten door bemiddeling van het Centraal Bureau. Zij gelden als aangenomen, wanneer niet binnen drie maanden, te rekenen van de dag van de kennisgeving, ten minste een derde gedeelte van de Regeringen van de aangesloten Staten bezwaren hebben ingediend. De besluiten worden van kracht op de eerste dag van de derde maand na die, waarin het Centraal Bureau aan de Regeringen van de verdragsluitende Staten heeft bericht, dat zij zijn aangesloten. Bij de mededeling van de besluiten geeft het Centraal Bureau die dag aan.

§ 5. Om het internationaal reglement voor het vervoer met laadkisten (bijlage IX) op te stellen en aan te passen aan de behoeften, wordt een commissie van deskundigen ingesteld, waarvan de samenstelling en de werkwijze worden neergelegd in een reglement, dat bijlage X van dit verdrag vormt. De besluiten van deze commissie worden onmiddellijk medegedeeld aan de Regeringen van de verdragsluitende Staten door bemiddeling van het Centraal Bureau. Zij gelden als aangenomen, wanneer niet binnen drie maanden, te rekenen van de dag van de kennisgeving, ten minste een derde gedeelte van de Regeringen van de aangesloten Staten bezwaren hebben ingediend. De besluiten worden van kracht op de eerste dag van de derde maand na die, waarin het Centraal Bureau aan de Regeringen van de verdragsluitende Staten heeft bericht, dat zij zijn aangenomen. Bij de mededeling van de besluiten geeft het Centraal Bureau die dag aan.

2°. In de C.I.M. wordt opgenomen een bijlage X, houdende het reglement voor

- a. de Commissie van deskundigen voor de particuliere wagens;
- b. de Commissie van deskundigen voor de laadkisten.

Deze bijlage luidt als volgt:

BIJLAGE X.

(Art. 60)

Reglement betreffende de Commissie van deskundigen voor bijlage VII (particuliere wagens) en voor bijlage IX (laadkisten)

Artikel 1

Alle verdragsluitende Staten kunnen deelnemen aan de werkzaamheden van de commissies van deskundigen. Een Staat kan zich laten vertegenwoordigen door een andere Staat; een Staat kan echter niet meer dan twee andere Staten vertegenwoordigen.

Artikel 2

De Regeringen van de verdragsluitende Staten delen haar wensen en haar voorstellen betreffende de bijlagen VII en IX met redenen omkleed mede aan het Centraal Bureau voor internationaal vervoer per spoorweg, hetwelk deze wensen en voorstellen onmiddellijk ter kennis van de andere verdragsluitende Staten brengt. Telkens wanneer de noodzakelijkheid zich doet voelen, of op verzoek van een derde gedeelte van de verdragsluitende Staten, nodigt het Centraal Bureau de commissies uit een zitting te houden. Van de bijeenkomsten van de commissies wordt de verdragsluitende Staten twee maanden van tevoren kennis gegeven. De kennisgeving moet de agenda nauwkeurig vermelden.

Artikel 3

De commissies zijn rechtsgeldig samengesteld, wanneer een derde gedeelte van de verdragsluitende Staten is vertegenwoordigd.

Artikel 4

De commissies wijzen voor elke zitting een voorzitter en een vicevoorzitter aan.

Artikel 5

De besluiten van de commissies worden genomen met meerderheid van de stemmen van de vertegenwoordigde Staten. Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Artikel 6

Elke Staat draagt de kosten van zijn vertegenwoordigers.

Artikel 7

Het secretariaat en de briefwisseling van de commissies worden verzorgd door het Centraal Bureau.

Artikel 8

De directeur van het Centraal Bureau of, bij zijn ontstentenis, de onderdirecteur woont de zittingen van de commissies bij en heeft daarbij een raadgevende stem.

Artikel 9

Wanneer de meerderheid van de verdragsluitende Staten zich daarmede verenigt, nodigt het Centraal Bureau vertegenwoordigers van

- a. niet verdragsluitende Staten;
- b. internationale gouvernementele organisaties, welke bevoegdheden hebben op het gebied van verkeer;

c. internationale niet gouvernementele organisaties, welke zich met verkeer bezighouden.

uit om de zittingen van de commissies bij te wonen met raadgevende stem. De sub *b* en sub *c* bedoelde organisaties worden uitgenodigd op voorwaarde van wederkerigheid.

II.

Het opschrift van bijlage VI wordt veranderd als volgt:

Reglement betreffende de commissie van deskundigen voor bijlage I.

III

Op het ogenblik, waarop het internationaal reglement voor het vervoer van laadkisten (bijlage IX), hetwelk zal worden opgesteld door de volgens de bepalingen van I, sub 1°, in te stellen commissie van deskundigen, van kracht wordt, zullen de volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 61 van de C.I.M.:

1. Het artikel wordt aangevuld als volgt:

§ 3. Voor het vervoer van laadkisten moeten de bepalingen van bijlage IX worden toegepast.

2. De huidige §§ 3 en 4 worden §§ 4 en 5.

3. Sub 5° van de huidige § 3 vervalt.

4. 6° van de huidige § 3 wordt 5°.

IV

Dit aanvullende Verdrag heeft dezelfde kracht en geldingsduur als de C.I.M. van 23 November 1933. De Staten, die zich bij de C.I.M. hebben aangesloten, kunnen tot 31 Augustus 1950 het aanvullende verdrag ondertekenen en daarna er tot toetreden.

Dit aanvullende Verdrag, hetwelk zal moeten worden geratificeerd, treedt tussen de Staten, die het hebben bekrachtigd, in werking op de eerste dag van de tweede maand, welke volgt op die, waarin de Zwitserse Bondsregering heeft vastgesteld, dat de inwerkingtreding mogelijk is, en zij de belanghebbende Regeringen van het neerleggen van de bekrachtigingsoorkonden heeft kennis gegeven.

De Zwitserse Bondsregering belast zich met het in ontvangst nemen van de oorkonden van bekrachtiging en van de verklaringen van toetreding, alsmede met de kennisgeving daarvan.

Ter oorkonde waarvan de ondergetekende gevolmachtigden, wier volmachten in goede en behoorlijke vorm zijn bevonden, deze akte hebben ondertekend.

Gedaan te Bern op 13 Mei 1950, in een enkel exemplaar, hetwelk bewaard blijft in de archieven van het Zwitserse Eedgenootschap en waarvan een authentiek afschrift zal worden gezonden aan elk der partijen.

(Volgen de ondertekeningen.)

D. GOEDKEURING

Bij Koninklijke boodschap van 5 Februari 1951 is aan de Tweede Kamer der Staten-Generaal ter overweging aangeboden „een ontwerp van Wet (en bijlage) tot goedkeuring van het op 13 Mei 1950 te Bern ondertekende verdrag ter aanvulling van het verdrag omtrent het goederenvervoer per spoorweg”. (Bijlagen *Handelingen* Tweede Kamer 1950—1951, 2072).

De toelichtende memorie, die het wetsontwerp vergezelt, is ondertekend door de Minister van Verkeer en Waterstaat D. G. W. SPITZEN, en de Minister van Buitenlandse Zaken STIKKER.

E. BEKRACHTIGING

Overeenkomstig artikel 60, lid 2, van de Grondwet zal de bekrachtiging door Nederland eerst kunnen geschieden, nadat het aanvullend Verdrag door de Staten-Generaal zal zijn goedgekeurd.

G. INWERKINGTREDING

Het aanvullend Verdrag zal ingevolge artikel IV, lid 2, in werking treden op de eerste dag van de tweede maand, welke volgt op die, waarin de Zwitserse Bondsregering heeft vastgesteld, dat de inwerkingtreding mogelijk is, en zij de belanghebbende Regeringen van het nederleggen van de bekrachtigingsoorkonden heeft kennis gegeven.

J. GEGEVENS

Het internationale Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (C.I.M.), gesloten te Rome op 23 November 1933, hetwelk door het onderhavige Verdrag wordt aangevuld, is bekend gemaakt bij Koninklijk besluit van 17 December 1933 (*Staatsblad* 1938, No. 47).

Uitgegeven de *dertiende* Maart 1951.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
STIKKER.